

12 avril 1988 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Interview de M. François Mitterrand, Président de la République et candidat à l'élection présidentielle de 1988, à Antenne 2 et FR3 le 12 avril 1988, sur la paix et le désarmement.

(Clip : La France unie).

- P. POIVRE D'ARVOR.- Monsieur le Président, bonjour.

- F. MITTERRAND.- Bonjour.

- QUESTION.- Voilà des images assez impressionnantes d'un temps qui fut glorieux, qui était donc toute l'histoire de France. Est-ce que vous n'avez pas le sentiment que ce temps est un petit peu révolu ? Beaucoup de gens glosent sur l'indépendance de la France en se disant que, au fond, pour être indépendant il faut d'abord être fort et que la France n'est pas si forte que ça, et notamment que, économiquement, ce n'est jamais qu'une moyenne puissance. Qu'est-ce que vous leur répondez ?

- F. MITTERRAND.- Mais non ce n'est pas révolu. Sur les deux siècles qui viennent d'être rapidement racontés à travers les images - un rythme qui m'a plu, moi je n'y suis pour rien dans cette composition, mais j'ai admiré la qualité de cette réalisation - c'est l'histoire de France. Ça va vite mais on comprend quand même. Il y a des hauts, il y a des bas. Nous ne sommes pas dans un bas. Simplement les rapports de force, la population, les rapports démographiques, les rapports de puissance - aujourd'hui deux empires, américain, soviétique - tout cela fait que la France doit trouver des appuis, tout en gardant ses valeurs. Et elle a trouvé l'Europe. Et c'est la France qui a pris l'initiative de l'Europe. Je continue. Et d'autre part sur le -plan économique, eh bien nous avons été pris dans une crise mondiale. Nous ne sommes pas ceux qui en ont le plus souffert, mais nous en avons beaucoup souffert. Et j'ai le sentiment que depuis un certain nombre d'années - je ne vais pas dire depuis quand, j'entends vous dire, bon en tout cas depuis sept huit dix ans - on a pris véritablement les uns les autres la volonté de réussir. Il y a eu des échecs, il y a eu des réussites. Mais je crois que la France a tous les moyens de gagner cette bataille.

- QUESTION.- On a quand même le sentiment qu'elle n'a pas la place de naguère et qu'elle n'est pas le moteur des décisions dans le monde.

- F. MITTERRAND.- Elle n'a pas la situation d'après Austerlitz, elle n'a pas la situation du premier Louis XIV certes. Mais elle a une situation, aujourd'hui encore, pleine de grandeur et de rayonnement. Et par ses 55 millions d'habitants, par -rapport aux grandes masses qui peuplent le monde, quand on pense que la France est troisième pays du monde sur le -plan de son organisation militaire, le quatrième et le cinquième sur le -plan industriel et de ses exportations, sur le -plan économique, ce n'est quand même pas mal. Bon, alors il y a des chutes, il y a des ratages, il y a des politiques plus ou moins bonnes - là-dessus j'ai mon opinion, vous le savez, mais ce n'est pas le sujet pour l'instant - au vu des résultats, la France a toutes les raisons de croire en elle-même. Mais il faut qu'elle s'appuie, et qu'elle travaille avec les autres européens qui ont accompli la même évolution.

QUESTION.- Alors ces thèmes de politique étrangère que l'on a choisi de décliner aujourd'hui on va les découvrir tout d'abord à travers un clip réalisé par Mathias Ledoux sur les grands thèmes forces de la France aujourd'hui et de sa politique étrangère.

- (CLIP : Paix. indépendance. fermeté).

(... sur les indépendances, l'Europe...)

- QUESTION. Paix, paix on a bien compris le message. Alors sans sauter sur sa chaise comme un cabri comme le faisait le Général De Gaulle quand il parlait, quand il entendait parler de l'Europe, on a envie de se dire finalement tous les candidats parlent de paix, mais qu'il y a pacifisme et pacifisme. Et certains peuvent vous accuser d'un pacifisme naïf, vous faites trop confiance, dit-on parfois, aux Soviétiques, notamment après cet accord de désarmement très important entre Ronald Reagan et Mikhaïl Gorbatchev ?

- F. MITTERRAND.- Le problème n'est pas de savoir si nous sommes pour la paix les uns les autres - bien entendu nous sommes pour la paix - le problème est de savoir si on en prend le chemin. Posez-moi des questions. Quand vous me dites par exemple vous faites trop confiance à Mikhaïl Gorbatchev, non, simplement j'ai confiance en nous, c'est toute la différence.

- QUESTION.- Vous avez le sentiment...

- F. MITTERRAND.- J'ai confiance en moi.

- QUESTION.- ... que l'Europe n'est pas trop dégarnie, que la France n'est pas trop dégarnie après cet accord ?

- F. MITTERRAND.- Mais en quoi le serait-elle après cet accord. Mais l'accord de Washington entre Reagan et Gorbatchev ne vise absolument pas l'armement de la France ni l'armement nucléaire de la Grande-Bretagne. C'est un accord entre Russes et Américains. Et le fait que les Russes et les Américains décident de réduire d'un peu moins de 10 % leur formidable arsenal nucléaire, moi je trouve ça très bon. C'est le chemin du désarmement, donc c'est le chemin de la paix.\

` F. MITTERRAND.- Suite sur le désarmement `

- On peut craindre une sorte d'abandon de l'Europe, alors là c'est un problème qui va beaucoup plus loin. Savoir si en vérité l'Alliance atlantique, l'alliance entre les Américains et les Européens tient bon. Et de ce point de vue, il n'y a pas de raisons nouvelles en tout cas de poser le problème autrement qu'il n'a été posé il y a déjà vingt ans. Quant à la relation avec l'Union soviétique, nous sommes sur le même continent, nous sommes à brève distance. Et quand je vois le gouvernement soviétique de M. Gorbatchev s'orienter - il a ses raisons, ce ne sont sans doute pas exactement les mêmes que les nôtres - aller vers une réduction de sa puissance militaire, je ne peux que m'en réjouir et je ne comprends pas ceux qui, tout en donnant leur accord verbal, constamment retardent l'échéance. Quels risques avons-nous pris ? Depuis le premier jour de mon élection j'ai veillé à maintenir notre force vraiment en situation comme on dit de crédibilité, c'est-à-dire que les autres puissances, et notamment l'Union soviétique, sachent qu'il ne peut pas y avoir de guerre parce que le risque est trop grand, y compris pour l'Union soviétique. C'est ce qu'on appelle la dissuasion nucléaire. Et c'est l'essentiel de notre doctrine et je m'y tiens. Nous avons un sous-marin nucléaire de plus, nous allons en avoir après les années 90 encore un autre. Je ne cherche pas à forcer les choses, je veux que la France reste en situation de sécurité. Mais cela ne m'empêche pas de plaider partout sur toutes les tribunes internationales et ici-même pour le désarmement. Je suis allé dire aux Nations unies que si les deux grands empires, l'Union soviétique et les Etats-Unis d'Amérique, diminuaient leurs armes au point d'atteindre une proportion considérable - ils ont treize mille, onze mille charges nucléaires stratégiques £ nous allons aux environs de trois cents - il faut qu'ils fassent un effort colossal avant que nous puissions nous mettre autour de la table. Voilà ce que je voulais vous dire, étant entendu que la France, en attendant le moment où le désarmement sera suffisamment important pour qu'il nous concerne, eh bien ne baisse pas la garde, elle est là, elle est présente.\

` Suite sur la politique de défense de la France `

- QUESTION.- Et elle peut continuer à moderniser son armement, et à moderniser l'armement de l'OTAN ?

- F. MITTERRAND.- Vous touchez là, vous touchez là un problème très sensible. Elle continue, naturellement, à moderniser son armement, son armement stratégique. Le problème qui s'est posé récemment c'était la question de savoir si au moment où l'on est en train de faire disparaître du centre de l'Europe, les armes nucléaires dites intermédiaires - intermédiaires cela veut dire celles qui vont d'un bout à l'autre de l'Europe, donc qui peuvent nous détruire, comme elles

peuvent détruire n'importe quel autre pays d'Europe & elles ne traversent pas l'Atlantique, elles font entre 500 et 5500 kilomètres - l'accord de Washington c'est ça : on s'en débarrasse, on les élimine & à partir de là il reste des armes nucléaires au-dessous, entre zéro et cinq cents kilomètres & et le premier geste de certains c'est de dire & "Eh bien on va les renforcer". Eh bien non, au moment où l'on amorce le désarmement posons des conditions. Et la condition que je pose, que j'ai posée à l'Union soviétique, et qui a été adoptée approuvée par la réunion de l'OTAN qui s'est tenue à Bruxelles - nous en avons parlé tous les deux - ça a été de dire eh bien : "Le premier geste utile en Europe c'est que les Soviétiques diminuent leur puissance militaire classique conventionnelle : avions, chars, canons, toutes forces qu'ils ont infiniment plus puissantes que celles des pays de l'Ouest aux frontières des Allemagnes et de la Tchécoslovaquie". Alors ça, il faut qu'ils démontrent leur bonne volonté. Et il faut leur donner un délai, il faut leur dire : "Ecoutez, si dans les deux ans qui viennent vous n'avez pas engagé la négociation sur ces armes conventionnelles, où nous sommes, là, où nous risquons d'être en situation de faiblesse, eh bien nous renforcerons le reste de notre arsenal".\

QUESTION.- Vous savez qu'il y a un autre débat qui s'est engagé dans le pays, à ce propos il y a des gens qui disent : "Il y a beaucoup trop d'argent donné au désarmement et cet argent on ferait mieux de le donner aux pays en voie de développement, parce que le prochain conflit à venir ce ne sera peut-être pas Est-Ouest mais ce sera Nord-Sud".

- F. MITTERRAND.- C'est un raisonnement tout à fait juste. On n'imagine pas les sommes perdues, dissipées. Ce sont véritablement des dépenses improductives. On parle de croissance et donc de développement de l'emploi, alors que l'on gèle des milliards et des milliards de dollars, de francs, de toutes les monnaies. Il faut éviter le surarmement, c'est pourquoi j'approuve son contraire qui est l'amorce, le début d'amorce de désarmement. C'est le premier désarmement depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, c'est très important. Alors nous avons déjà proposé aux Etats-Unis - M. Giscard d'Estaing l'a fait avant moi, je l'ai fait moi aussi, M. Edgar Faure était allé plaider la même cause, toujours sur la même tribune - en disant : Développons un plan qui permettrait chaque fois que l'on désarmerait, surtout sur le -plan nucléaire, de consacrer une partie des sommes économisées au développement du tiers monde". C'est peut-être une vue un peu idéale, elle a retenu l'attention. Je crois qu'elle trouvera un jour une réponse, mais bien entendu le problème du tiers monde ne tient pas qu'à cela. Ce qui est vrai, vous l'avez dit, c'est que les menaces qui pèsent sur la sécurité dans le monde à cause des déséquilibres entre les pays riches et les pays pauvres, c'est une menace aussi inquiétante que peut l'être l'armement nucléaire.\

QUESTION.- Demain c'est 1989. 1989, il y a tout juste deux siècles, le grand message de la France a été : "Liberté, Egalité, Fraternité". Alors vous avez une poignée de secondes pour nous dire ce que vous souhaiteriez pour la France comme message, demain dans le monde entier ?

- F. MITTERRAND.- Eh bien précisément le message de paix : "Liberté, Egalité, Fraternité" c'est toujours actuel & "Paix", au moment où les mondes sont dressés, où partout surgissent des conflits locaux, régionaux, où l'on voit la haine et le sang, dire le mot "Paix" et en prendre le chemin, c'est un grand message, je crois.

- QUESTION.- Monsieur le Président, je vous remercie.

- F. MITTERRAND.- Je vous remercie également.\